

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—L'AUGMENTATION DU VERSEMENT INITIAL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Ed. Schreyer (Springfield): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances qui fait rapport à la Chambre de la Commission canadienne du blé. A-t-il reçu au cours des deux ou trois derniers jours, du Syndicat national des agriculteurs ou de tout autre organisme agricole, une communication lui demandant d'augmenter le versement initial à l'égard du blé et nous dira-t-il si la Commission du blé prendra des mesures à ce sujet?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je confirme avoir reçu du Syndicat des agriculteurs et d'autres organismes des instances au sujet du prix initial du blé pour la prochaine campagne agricole. Certaines me demandaient d'augmenter le prix tandis que d'autres étaient en faveur de n'y rien changer. Je prévois qu'une déclaration sera faite lundi.

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

HAMILTON (ONT.)—LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE RECHERCHE SUR LA POLLUTION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. C. Munro (Hamilton-Est): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Énergie et des Ressources dira-t-il à la Chambre si le gouvernement songe à construire un centre de recherche sur la pollution au quai 29 dans la baie d'Hamilton?

M. l'Orateur: A l'ordre. J'hésite à demander à l'honorable député d'inscrire cette question au *Feuilleton*. Il pourrait peut-être en parler au ministre.

LE COMMERCE

DÉBAT SUR LE PROTOCOLE DE L'ACCORD DE LA CONFÉRENCE DES ANTILLES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert McCleave (Halifax): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Commerce ou au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il y a quelques jours, j'ai demandé au premier ministre suppléant si des dispositions pourraient être prises afin que la Chambre ou un comité étudie le protocole signé par le Canada et les Antilles. J'aimerais savoir maintenant si on a pris une décision à cet égard, étant donné surtout les aspects irritants du transport?

[L'hon. M. Sharp.]

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, l'idée de faire étudier ce protocole par un comité me semble excellente. Il devrait être facile de le soumettre au comité des affaires extérieures qui pourrait se réunir à cette fin.

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Albert): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre du Commerce se rattachant à ma question d'hier sur le même problème. Le ministre a-t-il des renseignements sur les répercussions immédiates qu'auront ces projets commerciaux sur les ports d'Halifax et de Saint-Jean qui nous permettraient de dissiper les appréhensions sur ce qui pourrait arriver cet été?

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de m'avoir donné préavis de cette question. Les principaux ports visés par la suppression du règlement sur les expéditions directes seraient Halifax et Saint-Jean. Les importations qui passent par ces ports venant des pays du Commonwealth dans la région des Caraïbes représentent, dans le cas d'Halifax, seulement un tiers p. 100 de l'ensemble des envois de tous les pays, et dans le cas de Saint-Jean, seulement 3.8 p. 100. Les cargaisons consistent de sucre, de mélasse et de sel, transportés en vrac; ils ne seront pas vraisemblablement beaucoup touchés par la suppression du règlement sur les expéditions directes. Le principal autre produit importé au Canada des Antilles est l'alumine et la bauxite qui, comme vous le savez, est transportée en vrac directement aux fonderies.

A mon sens, tout dommage qui pourrait être causé aux ports d'Halifax et de Saint-Jean sera insignifiant, vu à la lumière des avantages qui découleront certainement de l'accord conclu à la conférence la semaine dernière.

M. Bell: Je remercie le ministre pour cette réponse. La Chambre a remarqué, je l'espère, que le rhum ne figurait pas sur la liste des produits importés par les Maritimes.

L'hon. M. Winters: Le rhum est une des choses auxquelles nous avons consacré beaucoup d'attention pendant la conférence.

M. J. M. Forrestall (Halifax): Monsieur l'Orateur, lorsque le ministre cessera de plaisanter au sujet du rhum, j'aimerais lui demander de dire à la Chambre, et surtout aux députés des provinces Maritimes, s'il suivra de près les réactions d'autres pays qui pourraient aussi demander au Canada des conditions et des préférences analogues.